

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 27509]

14 OCTOBRE 1993. - Circulaire relative à la taxation des déchets ménagers en Région wallonne

I. Généralités

1. Le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne (*Moniteur belge* du 20 novembre 1991), modifié par le décret du 17 décembre 1992 (*Moniteur belge* du 31 décembre 1992), instaure une taxe annuelle sur les déchets ménagers.

Le montant de cette taxe est fixé à 300 F par occupant avec un plafond de 1 000 F.

2. Quelques difficultés pratiques relatives à l'interprétation de certains articles du décret sont apparues, et, à la lumière du principe de l'égalité devant l'impôt, il a semblé utile de garantir une interprétation uniforme pour tous les redevables.

Ces difficultés se sont manifestées à l'égard du concept de fait générateur, figurant à l'article 3 du décret, et de la notion d'habitation à usage privé figurant à l'article 5 du même décret.

II. Absence de fait générateur

Le fait générateur d'une taxe, c'est le fait par lequel sont réalisées les conditions légales, nécessaires pour l'exigibilité de la taxe. Sans fait générateur, il ne peut pas y avoir d'impôt.

L'article 3 du décret définit le fait générateur de la taxe sur les déchets ménagers comme étant "la création de déchets inhérente à l'occupation, permanente ou temporaire à l'usage d'habitation privée, de tout ou partie d'un immeuble situé en Région wallonne".

Il en découle que, lorsqu'il est démontré qu'il n'y a pu y avoir la moindre création de déchet durant l'année, aucun fait générateur de la taxe n'est intervenu, et, partant que la taxe n'est pas due.

Cette absence totale de fait générateur n'est concevable que dans le chef des personnes absentes du territoire de la Région wallonne pendant toute l'année précédant l'exercice de taxation. Sont notamment visés :

- le personnel militaire et civil des forces belges stationnées en République fédérale d'Allemagne, les militaires détachés à l'étranger soit auprès d'organismes internationaux ou supranationaux, soit auprès d'une base militaire en pays étranger ;

- les agents diplomatiques belges, les membres du personnel administratif et technique des missions diplomatiques belges, les fonctionnaires consulaires et employés consulaires de carrière belge;

- les membres du personnel de la coopération visé par l'arrêté royal du 18 avril 1967 portant statut du personnel de la coopération avec les pays en voie de développement et les personnes envoyées en mission de coopération par des associations reconnues par l'Administration générale de la Coopération au Développement.

Afin de démontrer l'absence totale de fait générateur dans leur chef, les personnes citées ci-dessus doivent remplir les conditions suivantes :

1° le bénéficiaire doit apporter la preuve que lui-même ainsi que les personnes de son ménage dans le chef desquelles l'absence de fait générateur est invoquée, ont vécu en dehors du territoire de la Région wallonne du 1er janvier au 31 décembre de l'année qui précède l'exercice d'imposition concerné;

2° la preuve doit être apportée selon le formulaire figurant en annexe I revêtu, selon le cas, de la signature du fonctionnaire délégué du service de population de la commune où est domicilié le demandeur ainsi que du sceau communal, ou de la signature et du sceau de l'autorité publique belge - de l'Etat dans lequel le redevable réside - habilitée à dresser les actes de l'état civil. Le receveur des taxes et redevances peut, s'il l'estime opportun, exiger une preuve complémentaire, notamment une attestation de l'employeur public ou privé du redevable.

Après contrôle et non-contestation, le receveur des taxes et redevances du Ministère de la Région wallonne procède aux rectifications d'enrôlement nécessaires et éventuellement aux dégrèvements qui s'imposent.

III. Les communautés

Pour déterminer l'unité taxable à la taxe sur les déchets ménagers, l'article 5 du décret vise toutes les personnes occupant ensemble un immeuble ou une partie d'immeuble à titre d'habitation à usage privé, c'est-à-dire un ménage.

Le droit fiscal se référant au droit commun (ce qui se traduit notamment par le renvoi au registre de population communal dans le deuxième paragraphe de l'article 5), il faut interpréter cette notion de ménage suivant le droit en vigueur.

En l'occurrence, la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité, et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques (*Moniteur belge* du 3 septembre 1991) stipule que le ménage est constitué soit par une personne vivant habituellement seule, soit par deux ou plusieurs personnes qui, unies ou non par des liens de parenté, occupent habituellement un même logement et y vivent en commun.

Dès lors qu'il y a vie commune et donc absence d'habitations à usage privé distinctes et séparées, les communautés (maisons de repos et assimilés, communautés religieuses, ...) résidant ensemble dans tout ou partie d'un immeuble forment un seul ménage et une seule unité de taxation.

Par conséquent, elles sont soumises à une taxe plafonnée à 1 000 F à la condition expresse que le responsable de la communauté produise une déclaration selon le formulaire figurant en annexe II revêtu de la signature du fonctionnaire délégué du service de population de la commune où est situé l'établissement ainsi que du sceau communal.

Après contrôle et non-contestation, le receveur des taxes et redevances du Ministère de la Région wallonne procède aux rectifications d'enrôlement nécessaires et éventuellement aux dégrèvements qui s'imposent.

La présente circulaire abroge et remplace la circulaire relative à la taxation des déchets ménagers en Région wallonne du 18 mars 1993.

Namur, le 14 octobre 1993.

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,  
R. Collignon.

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
G. Lutgen.

Annexe I

Demandeur :

Nom et prénoms :

Date de naissance :

Domicile légal :

Fonction :

Résidence principale :

Autres membres du ménage :

	1.	2.	3.
Noms et prénoms :			
Date de naissance :			
Domicile légal :			
Lieu de résidence :			

	4.	5.	6.
Noms et prénoms :			
Date de naissance :			
Domicile légal :			
Lieu de résidence :			

Par la présente, j'atteste que le demandeur ainsi que les personnes relevant de son ménage mentionnées ci-dessus, ont résidé sans interruption du 1er janvier 199... au 31 décembre 199..., en dehors du territoire de la Région wallonne à l'adresse suivante :

.....

Date et signature du demandeur,

Date et signature du fonctionnaire délégué du service population de la commune ou de l'autorité publique belge habilitée à dresser les actes de l'état civil,

Annexe II

Demandeur :

Nom et prénoms :

Date de naissance :

Domicile légal au 1er janvier 199.... :

Fonction :

Autres membres du ménage :

	1.	2.	3.
Noms et prénoms :			
Date de naissance :			
Domicile légal au 1er janvier 199... :			

	4.	5.	6.
Noms et prénoms :			
Date de naissance :			
Domicile légal au 1er janvier 199... :			

	7.	8.	9.
Noms et prénoms :			
Date de naissance :			
Domicile légal au 1er janvier 199... :			

	10.	11.	12.
Noms et prénoms :			
Date de naissance :			
Domicile légal au 1er janvier 199... :			

Par la présente, j'atteste que les personnes ci-dessus résident habituellement ensemble et vivent en commun à l'adresse de leur domicile légal.

Date et signature du demandeur,

Date et signature du fonctionnaire délégué du service population de la commune,

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C - 27509]

14. OKTOBER 1993

## Rundschreiben über die Veranlagung der Abgabe für Hausmüll in der Wallonischen Region

## I. Allgemeines

1. Das Dekret vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region (*Belgisches Staatsblatt* vom 20. November 1991), abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 1992 (*Belgisches Staatsblatt* vom 31. Dezember 1992), entrichtet eine jährliche Abgabe für Hausmüll.

Diese Abgabe beträgt 300 F pro Bewohner mit einem Höchstwert von 1 000 F.

2. Einige praktische Schwierigkeiten über die Auslegung gewisser Artikel des Dekrets sind erschienen und nach dem Steuergleichheitsprinzip scheint es nötig, den gesamten Abgabepflichtigen eine gleichartige Auslegung zu gewährleisten.

Diese Schwierigkeiten sind im Begriff des in Artikel 3 des Dekrets erwähnten Tatbestands und im Begriff der in Artikel 5 desselben Dekrets bezeichneten Privatwohnung erschienen.

## II. Ausbleiben eines Tatbestands

Der Tatbestand einer Abgabe ist der Tat, durch den die gesetzlichen Voraussetzungen für den Anspruch auf die Zahlung der Abgabe verwirklicht werden. Ohne Tatbestand kann es keine Abgabe geben.

Artikel 3 des Dekrets bezeichnet den Tatbestand, an den die Abgabe für Hausmüll geknüpft wird, als "die Erzeugung von Abfällen, die mit der ständigen oder zeitweiligen Benutzung eines in der Wallonischen Region gelegenen Gebäudes bzw. Gebäudeteils als Privatwohnung verbunden ist".

Daraus gibt es sich, daß keiner Tatbestand geschehen ist, wenn es deutlich gemacht werden kann, daß keine Erzeugung von Abfällen im Laufe des Jahres möglich war. Dann wird die Abgabe nicht fällig.

Dieses Totalausbleiben des Tatbestands wird nur für die Personen vorstellbar, die im Laufe des ganzen Jahres vor dem Veranlagungsjahr abwesend vom Gebiet der Wallonischen Region gewesen sind. Die folgenden Personen werden insbesondere betroffen :

- das Militär- und Zivilpersonal der in der Bundesrepublik Deutschland stationierten Belgischen Streitkräfte, die im Ausland bei internationalen oder supranationalen Einrichtungen bzw. bei einer Basis im Ausland abgeordneten Militärpersonen;

- die Belgischen diplomatischen Beamten, die Mitglieder des verwaltungsmäßigen und technischen Personals der Belgischen diplomatischen Missionen, die Konsulatsbeamten und -angestellten der belgischen Laufbahn;

- die Mitglieder des Personals der Zusammenarbeit, das im Königlichen Erlaß vom 10. April 1967 über das Statut des Personals der Zusammenarbeit mit Entwicklungsländern erwähnt ist, und die Personen, die von durch die Generalverwaltung der Entwicklungszusammenarbeit anerkannten Vereinigungen mit einer Zusammenarbeitsmission geschickt sind.

Um das betreffende Totalausbleiben des Tatbestands zu beweisen, müssen die vorerwähnten Personen die folgenden Bedingungen erfüllen :

1° der Begünstigte soll den Beweis erbringen, daß er selbst und die gesamten dem Haushalt angehörenden Personen, die vom Ausbleiben vom Tatbestand betroffen sind, vom 1. Januar bis zum 31. Dezember des Jahres vor dem betreffenden Veranlagungsjahr außer dem Gebiet der Wallonischen Region gelebt haben;

2° der Beweis soll gemäß des als Anlage I stehenden Formulars erbracht werden, das je nach Fall mit Folgendem versehen wird : der Unterschrift des delegierten Beamten des Einwohnermeldeamts der Gemeinde, wo der Antragsteller seinen Wohnsitz hat, sowie mit dem Gemeindegel oder mit der Unterschrift und dem Siegel der belgischen öffentlichen Behörde bzw. des Staates, in dem der Abgabepflichtige wohnhaft ist, die berechtigt ist, die Personenstandskunden auszustellen. Der Einnahmer der Steuer und der Gebühr darf, wenn er es für geeignet hält, einen zusätzlichen Beweis, insbesondere eine Bescheinigung des öffentlichen oder privaten Arbeitgebers des Abgabepflichtigen verlangen.

Nach Überprüfung und beim Nichtangriff nimmt der Einnahmer der Steuer und der Gebühr des Ministeriums der Wallonischen Region die notwendigen Aufstellungsberichtigungen und gegebenenfalls die aufgezwungenen Abgabeermäßigungen vor.

## III. Die Gemeinschaften

Um die Einheit über die Abgabe für Hausmüll zu bestimmen, erwähnt Artikel 5 des Dekrets die gesamten Personen, die ein Gebäude bzw. einen Teil davon als Privatwohnung benutzen, d.h. einen Haushalt.

Da das Steuerrecht sich auf das gemeine Recht bezieht, was sich durch den Verweis auf das kommunale Bevölkerungsregister im zweiten Paragraph von Artikel 5 äußert, soll dieser Haushaltsbegriff gemäß des geltenden Rechts ausgelegt werden.

Im vorliegenden Fall wird im Gesetz vom 19. Juli 1991 über die Bevölkerungsregister und die Personalausweise, zur Abänderung des Gesetzes vom 8. August 1983 zur Einführung eines Nationalregisters der natürlichen Personen (*Belgisches Staatsblatt* vom 3. September 1991), festgeschrieben daß, der Haushalt entweder aus einer allein lebenden Person oder aus zwei oder mehreren verwandten oder nicht verwandten Personen, die im allgemeinen eine selbe Wohnung gemeinsam benutzen, besteht.

Da es ein gemeinsames Leben und also keine verschiedenen und getrennten Privatwohnungen gibt, bilden die Gemeinschaften (Erholungsheime und gleichartige Häuser, Religionsgemeinschaften usw.), die gemeinsam ein Gebäude bzw. einen Teil davon benutzen, einen einzigen Haushalt und eine einzige Einheit für die Abgabe.

Demzufolge werden sie einer auf einen Höchstwert von 1 000 F beschränkten Abgabe unterworfen, unter der ausdrücklichen Bedingung der Vergabe durch den Verantwortlichen der Gemeinschaft von einer Erklärung gemäß des als Anlage II stehenden Formulars, das mit der Unterschrift des delegierten Beamten des Einwohnermeldeamts der Gemeinde, wo die Einrichtung angesiedelt ist, sowie mit dem Gemeindesiegel versehen wird.

Nach Überprüfung und beim Nichtangriff nimmt der Einnahmer der Steuer und der Gebühr des Ministeriums der Wallonischen Region die notwendigen Aufstellungsberichtigungen und gegebenenfalls die aufgezwungenen Abgabermäßigungen vor.

Das vorliegende Rundschreiben hebt auf und ersetzt das Rundschreiben über die Veranlagung der Abgabe für Hausmüll in der Wallonischen Region vom 18. März 1993.

Namur, den 14. Oktober 1993.

Der Minister der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Haushalts,

R. Collignon.

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. Lutgen.

Anlage I

Antragsteller :

Name und Vornamen :

Geburtsdatum :

Gesetzlicher Wohnsitz :

Berufliche Tätigkeit :

Gewöhnlicher Wohnsitz :

Andere Haushaltsmitglieder :

	1.	2.	3.
Name und Vornamen			
Geburtsdatum			
Gesetzlicher Wohnsitz			
Gewöhnlicher Wohnsitz			

	4.	5.	6.
Name und Vornamen			
Geburtsdatum			
Gesetzlicher Wohnsitz			
Gewöhnlicher Wohnsitz			

Hierdurch bestätige ich, daß der Antragsteller sowie die gesamten seinem Haushalt angehörenden Personen ohne Unterbrechung vom 1. Januar 199... bis zum 31. Dezember 199... außer dem Gebiet der Wallonischen Region gewohnt haben.

Datum und Unterschrift des Antragstellers,

Datum und Unterschrift des delegierten Beamten des Einwohnermeldeamtes der Gemeinde oder der belgischen öffentlichen Behörde, die berechtigt ist, die Personenstandurkunden auszustellen,

Anlage II

Antragsteller :

Name und Vornamen :

Geburtsdatum :

Gesetzlicher Wohnsitz ab dem 1. Januar 199...

Berufliche Tätigkeit :

Andere Haushaltsmitglieder :

	1.	2.	3.
Name und Vornamen			
Geburtsdatum			
Gesetzlicher Wohnsitz ab dem 1. Januar 199... :			

	4.	5.	6.
Name und Vornamen			
Geburtsdatum			
Gesetzlicher Wohnsitz ab dem 1. Januar 199... :			

	7.	8.	9.
Name und Vornamen			
Geburtsdatum			
Gesetzlicher Wohnsitz ab dem 1. Januar 199... :			

	10.	11.	12.
Name und Vornamen			
Geburtsdatum			
Gesetzlicher Wohnsitz ab dem 1. Januar 199... :			

Hierdurch bestätige ich, daß die vorerwähnten Personen im allgemeinen zusammen und gemeinsam an der Anschrift ihres gesetzlichen Wohnsitzes wohnen.

Datum und Unterschrift des Antragstellers,

Datum und Unterschrift des delegierten Beamten des Einwohnermeldeamtes der Gemeinde,

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C - 27509]

**14 OKTOBER 1993. - Omzendbrief betreffende de belasting op het huisvuil in het Waalse Gewest***I. Algemeenheden*

1. Het decreet van 25 juli 1991 met betrekking tot de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest (*Belgisch Staatsblad* van 20 november 1991), gewijzigd bij het decreet van 17 december 1992 (*Belgisch Staatsblad* van 31 december 1992) stelt een jaarlijkse belasting op het huisvuil in.

Deze belasting is vastgesteld op 300 F per inwoner en mag niet meer dan 1 000 F bedragen.

2. Daar de interpretatie van bepaalde artikelen van het decreet enkele praktische moeilijkheden heeft veroorzaakt, lijkt een eenvormige interpretatie in het licht van het gelijkheidsprincipe vóór de belasting wenselijk voor alle belastingplichtigen.

Die moeilijkheden hebben betrekking op het in artikel 3 van het decreet bedoelde begripsgrondslag en op het in artikel 5 van hetzelfde decreet bedoelde begrip privé-woning.

*II. Gebrek aan grondslag voor het invoeren van een belasting*

De grondslag voor het invoeren van een belasting is het feit waardoor de voor de invorderbaarheid van de belasting vereiste wettelijke voorwaarden vervuld worden. Zonder grondslag is er geen belasting.

Artikel 3 van het decreet definieert de grondslag voor het invoeren van de belasting als "het voortbrengen van afvalstoffen inherent aan het permanent of tijdelijk als privé-woning bewonen van een in het Waalse Gewest gelegen gebouw of van een gedeelte ervan".

Indien bewezen is dat in de loop van het jaar geen afvalstoffen werden geproduceerd, is er geen sprake van een grondslag voor het invoeren van de belasting die bijgevolg niet verschuldigd is.

Een totaal gebrek aan grondslag geldt enkel voor personen die gedurende het hele jaar vóór het aanslagjaar buiten het grondgebied van het Waalse Gewest woonachtig waren, met name voor :

- het in Duitsland gelegerde Belgisch militair of burgerlijk personeel van de Belgische Strijdkrachten, de in het buitenland gedetacheerde militairen, hetzij bij internationale of supranationale instellingen, hetzij bij een in het buitenland gelegen militaire basis;

- de Belgische diplomaten, de leden van het administratief en technisch personeel van de Belgische diplomatieke zending, de consulaire ambtenaren en de Belgische beroepsconsulaire beampten;

- de leden van het personeel van de samenwerking, bedoeld in artikel 10 van het koninklijk besluit van 10 april 1967 houdende het statuut van het personeel van de samenwerking met de ontwikkelingslanden, en de personen die op samenwerkingszending gezonden worden door verenigingen die door het Algemeen Bestuur voor Ontwikkelingssamenwerking erkend zijn.

Om het totaal gebrek aan grondslag te bewijzen, moeten voornoemde personen volgende voorwaarden vervullen :

1° de begunstigde moet bewijzen dat hij en de leden van zijn gezin die het gebrek aan grondslag inroepen, van 1 januari tot 31 december van het jaar dat voorafgaat aan het betrokken aanslagjaar, buiten het grondgebied van het Waalse Gewest woonachtig was;

2° het bewijs moet geleverd worden aan de hand van het in bijlage I vermelde formulier met, al naar gelang het geval, de handtekening van de afgevaardigde ambtenaar van de bevolkingsdienst van de gemeente waar de aanvrager woonachtig is en met de zegel van die gemeente of de handtekening en de zegel van het Belgisch overheidsorgaan - van de Staat waar de belastingplichtige woonachtig is - dat bevoegd is om de akten van burgerlijke stand op te maken. De ontvanger der belastingen en retributies kan een bijkomend bewijs eisen indien hij het nodig acht, met name een attest van de openbare of privé-werkgever van de belastingplichtige.

Na onderzoek en indien er geen betwistingen zijn, gaat de ontvanger der belastingen en retributies van het Ministerie van het Waalse Gewest over tot de nodige rolverbeteringen en tot de belastingverlichtingen die zich eventueel opdringen.

*III. De gemeenschappen*

Om de belastbare eenheid met betrekking tot de belasting op het huisvuil te bepalen, is artikel 5 van het decreet van toepassing op alle personen die samen een gebouw of een gedeelte ervan als privé-woning bewonen, d.w.z. een huishouden.

Daar het belastingrecht naar het gewone recht verwijst (vandaar de verwijzing naar het gemeentelijke bevolkingsregister in de tweede paragraaf van artikel 5), moet het begrip huishouden volgens het van kracht zijnde recht geïnterpreteerd worden.

In dat geval bepaalt de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen (*Belgisch Staatsblad* van 3 september 1991) dat het huishouden samengesteld is, hetzij uit een doorgaans alleenwonende persoon, hetzij uit twee of verscheidene al dan niet aanverwante personen die gewoonlijk in dezelfde woning samenleven.

Zodra er gemeenschappelijk leven is en er bijgevolg geen sprake is van afzonderlijke privé-woningen, vormen de gemeenschappen (rusthuizen en daarmee gelijkgestelde instellingen, religieuze gemeenschappen, ...) die samen een gebouw of een gedeelte ervan bewonen, één enkel huishouden en één enkele belastingeenheid.

Dientengevolge worden zij onderworpen aan een maximumbelasting van 1 000 F op de uitdrukkelijke voorwaarde dat de voor de gemeenschap verantwoordelijke persoon het in bijlage II aangegeven formulier indient, voorzien van de handtekening van de afgevaardigde ambtenaar van de bevolkingsdienst van de gemeente waar de instelling gelegen is, alsmede van de zegel van die gemeente.

Na onderzoek en indien er geen betwistingen zijn, gaat de ontvanger der belastingen en retributies van het Ministerie van het Waalse Gewest over tot de nodige rolverbeteringen en tot de belastingverlichtingen die zich eventueel opdringen.

De omzendbrief van 18 maart 1993 betreffende de belasting op het huisvuil in het Waalse Gewest wordt door deze omzendbrief opgeheven en vervangen.

Namen, 14 oktober 1993.

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Begroting,

R. Collignon.

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. Lutgen.

Bijlage I

Aanvrager :

Naam en voornamen :

Geboortedatum :

Wettelijke woonplaats :

Functie :

Hoofdverblijfplaats :

Andere leden van het huishouden :

	1.	2.	3.
Naam en voornamen			
Geboortedatum			
Wettelijke woonplaats			
Verblijfplaats			

	4.	5.	6.
Naam en voornamen			
Geboortedatum			
Wettelijke woonplaats			
Verblijfplaats			



Hierbij verklaar ik dat de aanvrager en zijn bovenvermelde gezinsleden van 1 januari 199... tot 31 december 199... ononderbroken buiten het Waalse Gewest woonachtig waren op volgend adres :

.....

Datum en handtekening van de aanvrager,

Datum en handtekening van de afgevaardigde ambtenaar van de bevolkingsdienst van de gemeente of van het Belgisch overheidsorgaan dat bevoegd is om de akten van burgerlijke stand op te maken,

Bijlage II

Aanvrager :

Naam en voornamen :

Geboortedatum :

Wettelijke woonplaats op 1 januari 199... :

Functie :

Andere leden van het huishouden :

	1.	2.	3.
Naam en voornamen			
Geboortedatum			
Wettelijke woonplaats op 1 januari 199... :			

	4.	5.	6.
Naam en voornamen			
Geboortedatum			
Wettelijke woonplaats op 1 januari 199... :			

	7.	8.	9.
Naam en voornamen			
Geboortedatum			
Wettelijke woonplaats op 1 januari 199... :			

	10.	11.	12.
Naam en voornamen			
Geboortedatum			
Wettelijke woonplaats op 1 januari 199... :			

Hierbij verklaar ik dat voornoemde personen gewoonlijk samenwonen en op het adres van hun wettelijke woonplaats samenleven.

Datum en handtekening van de aanvrager,

Datum en handtekening van de afgevaardigde ambtenaar van de bevolkingsdienst van de gemeente,